

Vous passerez peut-être dans la région pendant vos vacances ...
Le Larzac "vaut un détour"!

Le combat non-violent contre l'extension du camp militaire du Larzac

Dans le sud de la France, à quelques 80 kilomètres de la côte méditerranéenne, un conflit oppose depuis 1971 l'armée française à un groupe de paysans éleveurs de brebis. La région des "grands causses" dont fait partie le Larzac est constituée par de grands plateaux calcaires situés entre 600 et 800 mètres d'altitude, dont l'herbe courte mais variée, est propre à l'élevage des brebis laitières. Le lait sert à la fabrication du célèbre fromage de Roquefort. Dans les replis du terrain, ou "combes", la terre peut être labourée et produit le fourrage et les céréales pour l'alimentation des animaux pendant les périodes de mise à bas et de mauvais temps.

C'est d'après un dossier économique vieux de dix ans, présenté par quelques notables locaux, que l'Etat Major et le Ministre de la Défense Nationale, ont pris, sans enquête plus approfondie, et SANS CONSULTATION DES POPULATIONS CONCERNÉES, la décision d'agrandir de 14 300 Ha le camp militaire de 3 000 Ha constitué en 1902. Ce projet d'extension concerne à des degrés divers 107 exploitations agricoles, possédant des troupeaux de 100 à 600 brebis (200 en moyenne pour la plupart). 23 d'entre eux sont concernés à 100% par le projet d'extension.

Certes, vers 1960, l'exode rural sévissait durement, au point que des fermes étaient abandonnées et des terres

laissées incultes. Certes, le sol du Larzac est dur et le climat assez rude. Mais à ces difficultés naturelles, qui ont pu être surmontées, il faut ajouter la saignée de la 1ère guerre mondiale (qui avait provoqué la ruine de nombreuses fermes par la mort des hommes), et le manque d'infrastructure : l'électricité a été installée assez tardivement, l'eau courante vient à peine d'être amenée, le téléphone en cours d'installation est contrarié par l'extension du camp, et le réseau des routes est très sommaire.

Pourtant, si, en 1970, le ministre et ses technocrates tout puissants s'étaient bien renseignés, ils auraient constaté que depuis 10 ans, le plateau du Larzac connaissait un renouveau agricole exemplaire. Le renouvellement des méthodes de culture (mécanisation, engrais, amélioration de la race ovine) a permis à de jeunes agriculteurs, soit nés sur place, soit venus de l'extérieur, de vivre heureux avec leurs familles, sur ce sol reconquis sur la friche. Leur attachement à leur terre est d'autant plus fort.

Mais, de toute façon, Michel Debré, le ministre responsable, ne pouvait pas se douter qu'une poignée de paysans désarmés pourrait tenir tête à l'armée, et, jusqu'à ce jour, à trois ministres de la Défense Nationale.

Que s'était-il passé dans la conscience collective de cette population connue auparavant pour son conservatisme et sa soumission aux autorités, pour tout ce qui, en France, subit l'oppression et la répression de notre société dite libérale.

Témoignage des Paysans du Larzac

Lorsque, en octobre 1970 nous avons appris par la télévision que M. Debré avait décidé de nous expulser, nous avons ressenti combien nous étions méprisés par ceux qui sont chargés de nous gouverner. Nous avons d'abord ressenti une colère impuissante. Mais très vite, nous nous sommes réunis, et nous avons constitué une Association de Défense. Ensuite, pendant sept ans, nous avons pris conscience des enjeux de notre lutte. Nous avons découvert peu à peu, en les pratiquant, les techniques et l'esprit de la Non-Violence active.

Après avoir réussi à mobiliser unitairement la quasi unanimité de notre région (les élus, les assemblées, les partis politiques, les syndicats, etc...) nous avons compris que le pouvoir ne céderait qu'à la contrainte. Or, à cette époque, la contrainte était inséparable, pensions nous, de la violence, laquelle heurtait notre conscience. De là venait notre hésitation et notre embarras. Comment intensifier le combat sans pour autant employer une violence que nous réprouvions. C'est alors, à Pâques 1972, que notre voisin, le poète philosophe Lanza del Vasto, fondateur de la communauté non-violente de l'Arche installée sur les contreforts sud du plateau, nous proposa de jeûner 15 jours parmi nous. Ce jeune de protestation et de recueillement, auquel nous avons tous participé à tour de rôle, a fondé notre unité. Cela nous a engagé sans retour dans l'action non-violente que nous poursuivons encore aujourd'hui. Au même moment, un prêtre journaliste bien connu en France, le père Jean Toulat, nous bouleversait par une conférence publique sur le scandale et la menace de la bombe atomique française et de la

course aux armements. Il nous exhortait à poursuivre la lutte.

Depuis lors, nous n'avons rien ménagé pour essayer de combattre les mensonges du pouvoir et éclairer l'opinion publique sur la réalité du Larzac.

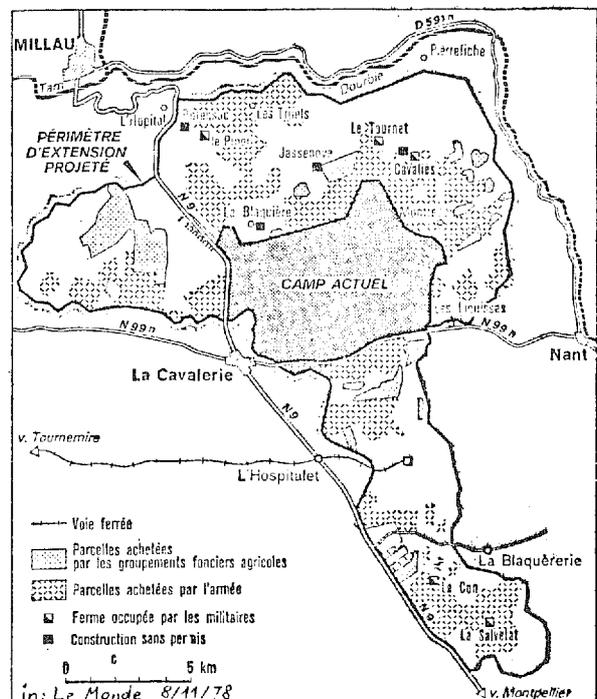
Nous avons eu à nous battre contre :

- les tentatives de séduction par l'argent
- les calomnies
- la répression
- les tentatives de négociation
- les achats de terres à l'amiable par l'armée, et la spéculation foncière
- les dispositifs d'asphyxie économique.

Nous sommes aidés dans notre tâche par un soutien populaire grandissant : mouvement non-violent diversifié et en pleine croissance, groupements politiques divers, et d'une manière générale, un vaste courant d'opinion qui a empêché jusqu'à ce jour l'armée d'entreprendre de véritables expulsions d'agriculteurs.

Aidés par tous nos amis et spécialement par un réseau de

Les forces en présence



"Comités Larzac" s'étendant à toute la France, nous avons entrepris en les découvrant peu à peu, différentes sortes d'actions ayant pour but :

- de dire la vérité à propos du Larzac, face aux mensonges du pouvoir.
- De tenir mobilisés le plus grand nombre possible de gens.
- D'opposer des obstacles concrets à l'extension du camp.

LES MOYENS D'ACTION :

Ce furent pour le principal :

- Des moyens ordinaires de popularisation : réunions

d'informations, meetings, qui nous ont conduit à sillonner notre pays en tous sens, et nous ont appris à nous exprimer directement aux foules.

- Des manifestations de plus en plus importantes :

1500 personnes en 1970, 6000 en 1971, 20 000 en 1972, allant jusqu'à de grands rassemblements de 50 à 100 000 personnes en 73, 74 et 77, ainsi qu'une "marche" de 600 km en tracteurs jusqu'à Paris.

- Des actions de désobéissance civile : désobéissance réfléchie, responsable et assumée pleinement. Ce moyen de lutte, qui est l'arme principale de la méthode non-violente, nous a été enseignée progressivement, de lui-même, par la pratique, chaque action nous préparant à la suivante :

1- Renvoi de papiers militaires en 1973.

2- Construction illégale pendant 3 ans, d'une bergerie de 80 mètres de longueur, en pierres, à l'emplacement destiné à recevoir les obus d'artillerie; les travaux ont été réalisés entièrement par des centaines d'ouvriers bénévoles. La bergerie de la Blaquière abrite maintenant 300 brebis qui font vivre deux familles, dont une de 7 enfants et un berger. Devant la popularité de cette action, l'administration n'a pas osé engager de procédure pour la faire démolir comme la loi l'y engageait. Toutefois, nous nous étonnons que la police n'ait jamais découvert les auteurs d'un attentat meurtrier à l'explosif contre la maison d'habitation.

3- Financement pour les deux tiers, de la bergerie de la Blaquière (pour les matériaux et la nourriture des ouvriers), par le produit du refus redistribution de l'impôt : plusieurs milliers de personnes refusent depuis quatre ans de payer 3% au moins de leurs impôts qu'ils reversent à notre "Association pour la promotion de l'Agriculture sur le Larzac" qui, à son tour a financé, après l'achèvement de la bergerie de la Blaquière, diverses réalisations agricoles sur le plateau.

Cette action de refus de l'impôt avait eu son origine dans une protestation contre le budget de la défense nationale (20% environ) et contre la fabrication et les ventes d'armes par la France à l'étranger à des pays pauvres.

4- Occupation illégale des fermes, et mise en culture de terres achetées par l'armée. Actuellement, 7 fermes illégales de ce genre se développent et font vivre une dizaine de familles, sans que, là encore, l'armée n'ose intervenir d'une manière décisive à cause de la popularité de la lutte.

5- Renvoi de papiers militaires. D'abord par 60 paysans du Larzac en avril 73, suivis par des centaines de militants à travers la France. Aucun paysan n'a été jugé pour ce délit. Par contre 10% des autres renvoyés sont passés en jugement mais chaque procès est l'occasion de plusieurs autres renvois, et de débats publics d'un grand intérêt. Par le renvoi des papiers militaires nous entendons nous désolidariser de l'armée. Pour nous, paysans menacés d'expulsion, ce geste est particulièrement logique, puisque par notre livret militaire nous faisons paradoxalement partie de l'institution qui nous menace (l'armée).

6- Actions diverses, souvent illégales entrant, elles aussi, dans la catégorie de ce que nous appelons les "escarmouches" ou la "guerrilla non-violente" : interruption de ma-

POWER
TO THE BAKER



noeuvres militaires, de tirs, de convois.

7- Construction par nos propres moyens d'une adduction d'eau refusée par l'administration etc...

8- Constructions diverses le plus souvent illégales de bâtiments agricoles. Outre celle de la Blaquière, quinze bergeries ont été construites à l'intérieur du périmètre d'extension du camp depuis le début de la lutte.

9- Le 28 juin 1976, pénétration en plein jour de 22 d'entre nous dans les locaux militaires, et destruction d'un grand nombre de documents. Cette action, qui nous permit de dénoncer la spéculation provoquée par l'armée nous a valu la prison.

A côté des actions de désobéissance civile, notre lutte comprend une série d'actions entreprises cette fois en toute légalité :

1 - Création d'un groupement foncier agricole (GFA) destiné à acheter concurremment à l'armée des terres que leurs propriétaires (des spéculateurs le plus souvent étrangers à la région) veulent vendre. Trois ans après leur création, les "GFA Larzac I", II puis III, sortes de sociétés par actions de 1000F chacune (200\$) ont réuni grâce à 3000 souscripteurs de toutes catégories sociales, un capital de plus de 5000 000 de francs (1000 000 \$) et acheté 1200 ha situés à des endroits "stratégiques" qui empêchent l'armée de réaliser son projet sans recourir aux expulsions.

2 - Fondation de l'association pour la promotion de l'agriculture sur le Larzac (APAL) citée plus haut. Cette association, bien que recevant notamment de l'argent provenant du refus de l'impôt illégal, est officiellement reconnue.

3 - Fondation de "Larzac - Université" conjointement par des universitaires et par les habitants du plateau. Cette association elle aussi officiellement reconnue, organise périodiquement des stages sur des sujets très divers, très suivis par les habitants de la région et des amis venus de partout. (médecine vétérinaire des brebis, agriculture biologique, énergies nouvelles, études sociologiques, démographiques et historiques de la région etc...)

4 - Fondation du Centre du CUN, de recherche "pour la paix et la défense Populaire Non-Violente".

5 - D'une façon générale, ceux qui viennent nous aider et nous mêmes, nous employons à intensifier le développement de la vie là où l'armée veut semer la ruine et la désolation. Il y a cinq ans, la création d'une école neuve accueillant 35 enfants, témoigne de la vitalité de notre région. Il faut souligner en effet que la création d'une école en milieu rural agricole est un fait unique en France à notre époque, la campagne française se vidant inexorablement partout ailleurs.

Sur le plan agricole, une enquête récente effectuée par des géographes de "Larzac - Université" a mis en évidence une continuation de l'accroissement de la surface cultivée, des troupeaux, et de la production céréalière, fourragère et laitière.

A ce genre d'action, fruit du travail opiniâtre d'une population qui ne veut pas partir, il faut ajouter la plus fondamentale, bien que la plus discrète : l'engagement solennel de ne pas accepter de partir, pris par 103 agriculteurs sur les 107 concernés. Sur ces 103 un seul a vendu et quitté sa terre, un 2ème a vendu mais semble avoir la permission de rester. Un 3ème est parti après avoir vendu, mais il ne faisait pas partie des 103. Une quinzaine d'autres ont cédé quelques parcelles (15 ha en tout). Mises à part ces quelques trahisons inévitables pour un conflit de cette durée, c'est donc après 7 ans d'efforts un constat d'échec pour l'armée : il lui reste encore plusieurs dizaines de familles à expulser si elle poursuit dans son entêtement. L'osera-t-elle un jour, ou bien, peu à peu, sera-t-elle obligée de renoncer. Sur le plan foncier, l'échec est également, de l'aveu de l'administration, sans précédent pour une opération de ce genre : 6 500 ha seulement acquis à l'amiable, sur les 14 300 qui étaient prévus. Ces acquisitions sont constituées pour la plupart de parcelles disséminées, ne permettant pas de ce fait aux troupes d'y manoeuvrer librement.

Or, malgré cet échec, les militaires ne renoncent pas. Ils considèrent que l'abandon de leur projet leur ferait "perdre la face", de sorte que personne ne peut encore prévoir avec objectivité l'issue, ni l'échéance de la lutte. Tour à tour, le pouvoir a essayé d'employer la persuasion, puis la force, puis à nouveau la persuasion. Il vient de déclarer, par la bouche du colonel commandant le camp actuel de 3000 ha: "il va falloir employer la contrainte, car sans cela on y sera encore dans cent ans !" Autre aveu d'échec, quand on sait que le ministre encore en place déclarait il y a trois ans : l'armée a tout le temps, les paysans partiront d'eux-mêmes.

A l'heure où sont écrites ces lignes, nous ignorons si prochainement nous allons devoir faire face à une offensive de l'armée sur le terrain, ou si, au contraire, le pouvoir continuera à compter sur le temps. Dans la première hypothèse, nous devons compter sur notre propre détermination, notre cohésion, et surtout sur la solidarité nationale et internationale qui seules pourront nous sauver. Nous serons alors entre les mains de tous ceux qui, à quelque degré, auront eu connaissance de notre lutte.

Dans la deuxième hypothèse, il nous appartiendra de continuer à faire en sorte que là où l'armée veut créer le pourrissement de la situation, mûrisse au contraire toujours plus de vie, d'amitié, d'unité, et dans ce cas également, de solidarité.

POURQUOI DEFENDONS-NOUS LE LARZAC ?

Pour être bien comprise, notre lutte doit être placée dans son contexte : la France, un pays riche, industrialisé, dans lequel le gouvernement est élu au suffrage universel. Le projet d'extension du camp du Larzac constitue à plu-

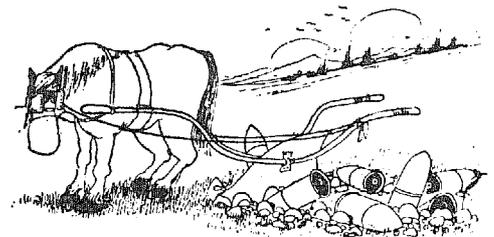
sieurs titres un scandale que nous estimons ne pas avoir le droit de laisser se réaliser.

En premier lieu parce que nous sommes légitimement attachés à cette terre qui en retour de notre travail, nous fait vivre nous et nos enfants. Il faut être sans doute paysan soi-même pour comprendre combien il est intolérable de voir massacrer une terre que l'on a labourée pendant des années et qui porte des fruits. Nous ne voulons pas être chassés de chez nous, et aller en ville grossir le nombre des chômeurs.

Mais à cette raison vitale, qui à elle seule justifierait notre combat, il faut ajouter les raisons suivantes qui, dans les moments difficiles nous donnent la force de continuer :

1- L'argent qu'on nous propose pour nous faire partir ne nous intéresse pas, même si, pour certains d'entre nous, il représenterait une vie plus confortable, plus facile, mais, si l'on peut dire, moins vivante. Nous refusons cet argent, parce que nous pensons que le bonheur de travailler libre sur une terre qu'on aime, cela n'a pas de prix. On n'achète pas un paysan et sa famille comme une paire de boeufs. Notre lutte nous a fait découvrir toute la valeur de la dignité de l'homme.

2- Nous ne voulons pas que nos terres servent à apprendre à tuer, ni à essayer des armes qui sont vendues à des pays du Tiers-Monde où l'on meurt de faim, ou à des régimes de dictature tortionnaires. (La France est le 3ème exportateur d'armes du monde, juste après les deux "grands" USA et URSS). C'est une honte. Au Biafra, au Bangladesh, des armes françaises tuaient dans les deux camps. Or l'agrandissement du camp du Larzac est précisément destiné à des manoeuvres et essais d'armes "conventionnelles" modernes (chars AMX, pièces d'artillerie, hélicoptères etc...). Par ailleurs, tout indique que l'extension actuelle du camp serait le début de l'établissement d'un très grand camp de



manoeuvres qui intéresserait non seulement la France mais tous les pays de l'OTAN. Le Larzac serait alors un élément très important de la course aux armements. C'est pour combattre cela qu'en 1974, nous avons réuni 100 000 personnes pour une "Fête de la Moisson" dont le produit a été versé à des paysans Africains, touchés par la sécheresse.

3- Nous ne pouvons accepter que le pouvoir politique central mette en oeuvre des décisions prises dans les bureaux parisiens sans demander l'avis des régions et des gens concernés.

4- La terre est l'outil de travail du Paysan. Or, les achats de terre pour le camp militaire ont fait multiplier par 10 son prix en quelques années. Des spéculateurs s'enrichissent au détriment des paysans. Il devient impossible aux jeunes agriculteurs de trouver une terre, non seulement à acheter, mais à louer (le loyer est proportionnel au prix de la terre).

5- L'armée en France devient peu à peu un véritable état dans l'Etat. Nous avons compris qu'il ne faut pas laisser faire n'importe quoi aux gouvernements et aux armées, si on ne veut pas se retrouver un jour en régime de dictature. La démocratie n'est jamais acquise une fois pour toutes : il a fallu lutter pour l'obtenir, il faut lutter pour la préserver. La pente naturelle des régimes quels qu'ils soient est d'aller vers le centralisme bureaucratique et l'oppression. Les peuples doivent rester vigilants.

6- Nous combattons aussi contre la fatalité de la guerre qui nous est enseignée dès le plus jeune âge, et pendant toute la vie, au moyen de la vieille idéologie militariste courante. Au lieu de dire : "si tu veux la paix prépare la guerre", nous disons : "si tu veux la paix prépare la paix".

Dans cette perspective, l'esprit et les méthodes de la Non-Violence combative et constructive que nous essayons de mettre en pratique, nous semblent représenter un espoir considérable pour l'humanité. Certes, le chemin sera long : raison de plus pour ne pas en différer la mise en pratique partout où l'occasion est offerte.

7- La plupart d'entre nous puisent la force de combattre et de continuer, dans une foi chrétienne renouvelée par le concile, et approfondie par notre combat lui-même d'une part, par un travail de réflexion en commun d'autre part. Là aussi, la Non-Violence qui est le contraire de la résignation, et de la passivité, nous apparaît comme un motif d'espérance pour l'Eglise et les chrétiens. En effet la Non-Violence permet de réconcilier enfin la foi personnelle de chacun telle qu'elle nous a été transmise traditionnellement par l'Eglise, avec les exigences évangéliques de lutte pour la justice et pour la Paix. C'est dire, que loin d'être une vague aspiration vers un état de Paix généralisée qui n'est pas de ce monde, la Non-Violence comporte avant tout l'exigence évangélique du combat actif et quotidien pour la justice avec les armes de la justice.

8- Nous conduisons nous mêmes notre lutte. Si d'autres viennent de toute la France et même parfois de l'étranger, se joindre à nous, c'est parce qu'ils ont compris la justesse de notre cause. Mais si nous refusons aux autres le droit de nous imposer leurs idées, nous leur reconnaissons celui d'en avoir et de les exprimer.

C'est pourquoi nous acceptons toute aide venue de l'extérieur dans le respect mutuel et la plus large tolérance.

Conclusion : En ce qui nous concerne directement, nous croyons que, quel que soit son issue, notre lutte aura considérablement enrichi notre groupe. Autrefois, beaucoup d'entre nous s'ignoraient comme partout ailleurs à la campagne ou en ville. Depuis la lutte, des amitiés sont nées, l'entraide dans le travail s'est généralisée. Par sa logique propre, la non-violence nous a conduit à nous organiser d'une manière simple, souple, vivante originale, qui pour nous, préfigure ce que pourrait être une société plus fraternelle, fondée sur la corresponsabilité, le partage, et plus d'amour entre les hommes. Il se peut que, paysans d'un pays riche et relativement démocratique, nous apparaissions aux yeux de bien des lecteurs comme des privilégiés. En ce sens, il est vrai que depuis au moins une génération, plus personne sur notre plateau ne souffre de la faim. Il est vrai aussi que nos moyens de culture mécanisée paraîtront extraordinairement riches à des gens de pays où sévit la misère généralisée.

Il est vrai aussi, que les institutions démocratiques de notre pays, font que les gouvernements dépendent d'une certaine manière des voix des électeurs et que, de ce fait la répression est moins forte qu'en bien des pays de dictature. Il est bien évident, par exemple, que nos occupations illégales de terrains militaires ne seraient pas possibles dans la plupart des pays d'Amérique Latine. Notre lutte, comme aucune autre ne pourrait donc être transposée littéralement, dans un autre pays, ni même dans une autre région de notre pays.

Mais nous avons conscience qu'en refusant nos terres aux manoeuvres et aux essais d'armement, nous faisons acte de solidarité avec les opprimés des pays dont les gouvernements, souvent des dictatures, achètent des armes à la France. En luttant pour la justice dans notre pays, et en défendant les acquis obtenus grâce à la souffrance et aux luttes de nos aînés, nous luttons pour la justice, et la paix dans le monde, en solidarité avec tous ceux qui subissent ou qui luttent contre les dominations quelles qu'elles soient. Enfin, en expérimentant à notre manière la non-violence combative, nous participons, avec les autres opprimés à la recherche des vrais moyens de libérations compatibles avec la vie et la dignité de l'homme.

Texte envoyé par "Les Paysans du Larzac", Millau, France

JOURNEES INTERNATIONALES POUR UNE SOCIETE DEPASSANT LES DOMINATIONS

SECRETARIADO GERAL DA CONFERENCIA DOS BISPOS DO BRASIL, CNBB,
CAIXA POSTAL 15.2067, 70.000 BRASILIA, D.F., BRASIL,
SECRETARIAT D'APPUJ DES JOURNEES INTERNATIONALES, 14, RUE
SAINT-BENOIT, 75006 PARIS, FRANCE.

Sou wéis mer Jech Benmen
hutt Dir bestimmt Frienn, dei sech fir forum interessieren.
Schreibt eis hir Adress op eng Postkaart,
mir schécken hinne eng Trofnummer.

forum